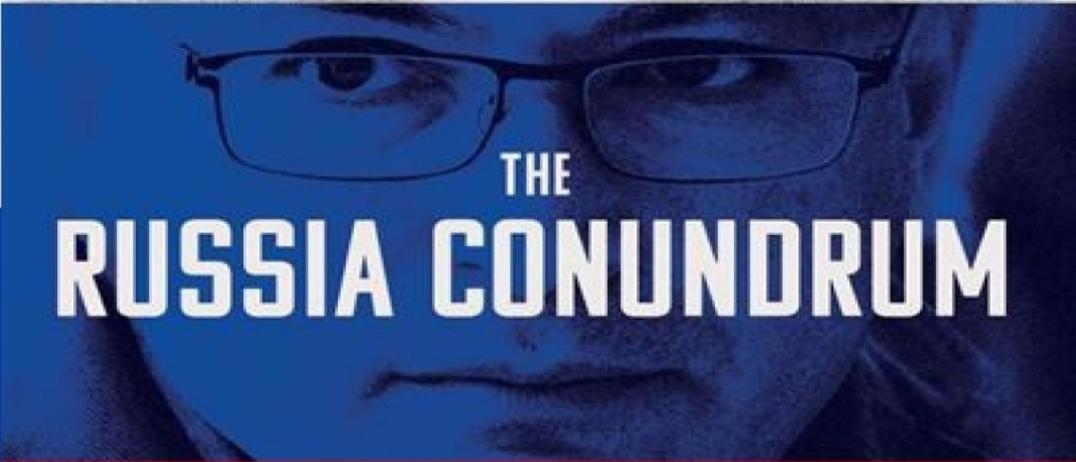
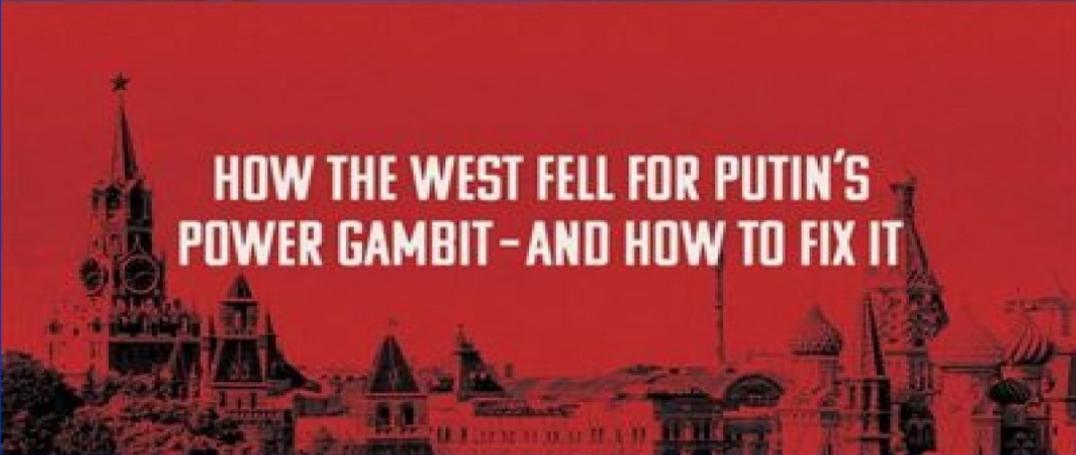


**MIKHAIL KHODORKOVSKY**

WITH MARTIN SIXSMITH



THE  
**RUSSIA CONUNDRUM**



HOW THE WEST FELL FOR PUTIN'S  
POWER GAMBIT - AND HOW TO FIX IT

*L'ÉNIGME DE LA RUSSIE*

*Fiche de lecture*

*Chantal Bourry*

Chantal Bourry

The Russia Conundrum  
(L'Énigme de la  
Russie)  
de Mikhaïl Khodorkovsky  
*– Fiche de lecture –*

© Chantal Bourry, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-2033-7

**Librinova**”

[www.librinova.com](http://www.librinova.com)

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Vladimir Poutine arrive au pouvoir fin 1999. Dans son premier discours public, il déclare qu'il va continuer une politique d'ouverture vers l'Occident. Il promet de défendre la liberté d'opinion, la liberté d'expression, l'indépendance des médias, il promet des élections libres et justes, le droit à la propriété privée. Il affirme que la Russie a opté irrévocablement pour la démocratie et qu'il continuerait dans cette voie... Il ne faut jamais faire confiance à Poutine.

## **POUVOIR ARBITRAIRE, DICTATURE PERSONNELLE, SÉVÈRE RÉPRESSION**

Le chef du Kremlin est un fervent admirateur de Staline. Restaurer la mémoire de Staline, c'est défendre un pouvoir fort. Et défendre un pouvoir fort, c'est, selon Poutine, préserver la nation russe du chaos. Poutine soutient les dictatures : Bachar Al-Assad en Syrie, Loukachenko en Biélorussie, Staline.

Staline, né en 1878 en Géorgie, est mort en 1953 à Moscou. *Staline* est un pseudonyme, formé sur le mot russe сталь (stal), qui signifie *acier*.

Il dirigea l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) de la fin des années 1920 jusqu'à sa mort, en établissant un régime de dictature personnelle, de type totalitaire : un chef, un seul parti politique légal, le parti communiste. Propagande, falsification du passé, procès truqués, liquidations de tout dissident, caractérisent son régime. Il nationalisa les terres, fit envoyer aux camps de travail du Goulag des millions de personnes. Régime de terreur avec des déplacements massifs de populations, des déportations, des famines meurtrières. Les historiens le jugent responsable de la mort de plusieurs millions de personnes (3 à 20 millions).

L'URSS fut alliée de l'Allemagne nazie pendant les deux premières années de la Seconde Guerre mondiale, avant l'invasion allemande de juin 1941, précipitant l'Union soviétique dans la guerre aux côtés des Alliés.

Ce n'est qu'à l'époque de la glasnost (politique de transparence de la vie publique) mise en place par Mikhaïl Gorbatchev (président de la Russie de 1985 à 1991) que les crimes de Staline ont été dénoncés dans toute leur ampleur.

Les purges de Staline étaient nécessaires d'après Poutine. Le chef du Kremlin est catégorique : les Russes doivent être fiers de leur passé, rien dans leur histoire ne doit leur faire honte.

Sous la présidence de Poutine, il y a bien encore un parlement, des élections, mais tout est sous contrôle de l'État : le judiciaire, le législatif, les partis politiques, les mass médias... de fait, il n'y a aucune démocratie, c'est une dictature. L'État, c'est Poutine, qui s'octroie les pleins pouvoirs. La population est maintenue sous un contrôle omniprésent. Surveillance de masse, exercée au-delà même des frontières du pays, persécution des dissidents.

Il n'y a pas de séparation de pouvoirs. Le parlement est dirigé par un seul parti, le parti Russie Unie de Poutine. Les décisions de justice sont rendues conformément aux desideratas de l'État. Intimidations, chantages et versements de pots-de-vin sont usuels.

Les élections sont truquées, les candidats d'une vraie opposition empêchés de

se présenter. Toute activité politique indépendante est réprimée.

Un article de loi sanctionne toute personne qui coopère avec un organisme « indésirable », lequel peut être un parti politique indépendant, un cercle de réflexion, un institut. Le Kremlin décide qui est désirable et qui ne l'est pas.

Pour la seule expression de ses opinions, le citoyen russe dissident peut être arbitrairement qualifié d' « agent de l'étranger », ce qui entraîne pour lui l'interdiction d'exercer de nombreuses professions. S'il est décrété « membre d'une organisation indésirable », il risque la prison. Pire, il peut être qualifié d' « extrémiste », ce qui allonge les durées d'emprisonnement.

En 2020, Poutine a modifié la Constitution afin de pouvoir exercer deux mandats supplémentaires suite aux élections présidentielles de 2024, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'à ses 83 ans. Un mandat dure 6 ans, les dernières élections présidentielles ont eu lieu en 2018.

Poutine veut séduire et s'afficher en homme fort. Il veut être vénéré comme le fut Staline, qui se faisait appeler « le petit père des peuples ». Il cherche à susciter le culte de la personnalité. Il ordonne l'affichage de son portrait dans les écoles et les établissements publics. Il s'exhibe en uniforme militaire, en pilote d'avion, dans un tank ; administrant un calmant à un tigre de Sibérie, conduisant une Formule 1, tirant sur une baleine avec une arbalète.

En 2013, il ordonne qu'aucune critique contre lui ne figure dans les livres scolaires d'histoire. Il veut être le Président qui restaure la grandeur de la Russie.

Via ses relations avec les pays étrangers, il cherche souvent avant tout à valoriser son image au sein de son propre pays.

Poutine est un « tueur », et le Kremlin une « bande de criminels ». Une loi de 2006 donne le droit aux forces de sécurité russes de tuer les *ennemis de l'État* tant en Russie qu'à l'étranger. La qualification *ennemi de l'État* est laissée au bon vouloir de Poutine. Dès lors, les commandos du FSB (Service fédéral de sécurité, qui a succédé au KGB) n'ont plus besoin d'obtenir la permission pour tuer ; en s'appuyant sur cette loi, ils peuvent tuer en toute impunité.

Sous la présidence de Poutine, il y a une augmentation dramatique du nombre d'empoisonnements politiques. Quelques victimes célèbres : Viktor Iouchtchenko (poison dioxine), Sergueï Skripal (poison Novichok, gaz innervant), Alexandre Litvinenko (poison polonium), Alexeï Navalny (poison

Novichok).

Plusieurs laboratoires du SVR (Service des renseignements extérieurs de la Russie) sont chargés d'étudier et de créer des armes toxiques et biologiques pour des opérations clandestines en Occident (cf. Alexander Kouzminov, *Biological Espionage : Special Operations of the Soviet and Russian Foreign Intelligence Services in the West*, Greenhill Books, 2006)

Puissante organisation siégeant à Moscou, le FSB est le principal successeur du KGB, dissous en 1991. Il commande un contingent de troupes armées et un important réseau d'informateurs civils. Dans la plupart des grandes villes de Russie, le FSB a eu un rôle de médiateur entre les gangs (rackets, prostitution, trafics de drogue, etc.). Dans les années 1990, à Saint-Pétersbourg (plus de 4 millions d'habitants), les gangs criminels ont un tel pouvoir que les autorités, n'arrivant plus à contrôler leurs activités, doivent composer avec eux. Le maire de la ville charge son adjoint Poutine de passer des tractations avec les chefs de gangs afin de modérer les actes de violence et garder un semblant d'ordre.

Boris Eltsine a beaucoup restreint le budget du FSB, ainsi que ses effectifs. Nombre d'ex agents du FSB ont été recrutés par des gangs criminels.

A contrario, Poutine a considérablement augmenté le budget du FSB et ses effectifs. Les responsabilités du FSB ont été élargies. Poutine a placé à divers hauts postes politiques et aux affaires de très nombreux collègues du FSB et de l'ex-KGB. Le FSB a aujourd'hui plus de pouvoir que n'en avait le KGB à son apogée, et les services de sécurité russes reviennent très chers. Le budget du FSB a augmenté de 70 % depuis 2012.

Parmi la bande de criminels entourant Poutine, figure Prigojine, un important « conseiller de confiance ». Né en 1961 à Léninegrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), il passe neuf années de prison dans les années 1980 pour escroquerie, cambriolage, incitation de mineurs à la prostitution. Après sa libération, il fait fortune dans la restauration. Sa société Concord, au CA de plusieurs milliards de dollars, livre des repas aux écoles, à l'armée, aux hôpitaux... et même au Kremlin. Il entre ainsi en contact avec Poutine, alors vice-président du gouvernement de la ville de Saint-Pétersbourg. Quelques accès de dysenterie, causés par de la nourriture contaminée, n'entraînèrent pas de rupture de contrat.

Les deux compères se connaissent maintenant depuis plus de 25 ans.

Prigojine, parfois surnommé « le cuistot de Poutine », est influent dans tous les domaines du Kremlin. C'est lui qui, en mars 2021, offrit 500 000 dollars à qui ramènerait Mikhaïl Khodorkovski, allant jusqu'à affirmer que ce dernier avait tué un grand nombre de personnes.

Prigojine est accusé d'être le principal financeur du groupe de mercenaires Wagner PMC (Private Military Company) dont les missions sont commandées par le Kremlin (Crimée, Donbass, Libye, Syrie, Centrafrique, Mali...). Prigojine le nie formellement. Les groupes de mercenaires sont illégaux en Russie. Le Kremlin a nié tout lien avec Wagner PMC. Pour la Crimée, il a prétendu que ces individus étaient « *en vacances* » dans la presqu'île. Pour la Syrie, le porte-parole du Kremlin a déclaré que les troupes n'étaient que « *des citoyens russes qui étaient allés de leur plein gré en Syrie pour différentes raisons* ».

En Centrafrique, Wagner est chargé de former l'armée nationale en échange de droits sur des mines de diamants.

Le nombre de mercenaires de Wagner est estimé à environ 5000 hommes en 2022. Armée non officielle de Poutine, ces hommes ont la réputation d'être cruels et impitoyables, exécutions, tortures, viols.

En septembre 2022, à l'intérieur de la cour d'une prison en Russie, une vidéo montre Prigojine, haranguant les détenus en leur promettant la liberté s'ils rejoignent le groupe Wagner pour combattre en Ukraine :

*« Je représente la société militaire privée Wagner. [...] Si vous voulez sortir de prison maintenant, vous le pouvez, en échange de quoi vous devez donner six mois de votre temps pour participer à l'effort de guerre sur le front ukrainien. [...] Si vous faites six mois, vous êtes libre. Mais si vous arrivez en Ukraine et décidez que ce n'est pas pour vous, vous êtes considérés comme des déserteurs, et vous êtes fusillés par le peloton d'exécution. Personne ne retourne derrière les barreaux. [...] Vous demandez des garanties ? Seulement deux personnes peuvent vous faire sortir d'ici : Dieu et Allah, et ce sera dans un cercueil en bois. Moi, je vous fais sortir vivants. Mais vous ne resterez peut-être pas vivants. »*

## UN ÉTAT MAFIEUX CORRUPTION ET DÉTOURNEMENTS DE FONDS

La Russie d'aujourd'hui est un « État mafieux ». Poutine et ses acolytes, dont quasiment tous sont issus du FSB ou de l'ex-KGB, agissent en gangsters. L'auteur estime que la mafia du Kremlin comprendrait tout compris quelques milliers de personnes.

La corruption et les détournements de biens de l'État représenteraient plus de 10 % du PIB.

Suite à l'arrivée au pouvoir de Poutine, des raids sont menés par des membres du FSB contre les entreprises privées prospères. Les oligarques au pouvoir se partagent les butins des pillages. 70 % du PIB est passé sous le contrôle de l'État, contre 35 % en 2000.

Poutine détruit nombre d'entreprises prospères dans le seul but de s'en approprier les richesses. Il existe des sociétés spécialisées dans la recherche des cibles les plus intéressantes. Il y a aussi des équipes d'avocats véreux, et les juges sont évidemment corrompus.

Les premières entreprises qui ont été pillées sont les industries privatisées dans les années 1990. Poutine et sa bande contrôlent toutes les industries stratégiques, au bénéfice de leur enrichissement personnel.

La Fondation Anti-Corruption du célèbre dissident Alexeï Navalny estime en 2017 que le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, est l'un des politiciens les plus corrompus. Le patriarche de l'Église orthodoxe russe Kirill (ou Cyrille), proche de Poutine avec qui il skie parfois, s'affiche en public avec des montres valant des dizaines de milliers de dollars. Le patriarche a déclaré que le règne de Poutine était un « miracle de Dieu ».

Poutine aurait accumulé plus de 200 milliards de dollars. Il s'est fait construire un palais de 17 000 m<sup>2</sup> (soit 1,7 ha) en bordure de la Mer Noire, qui aurait coûté 1,35 milliard de dollars en fonds illicites, selon Navalny. Cf. la vidéo YouTube réalisée par Navalny en 2021 : « *Putin's palace. The story of the world's biggest bribe* », c'est-à-dire : « *Palais de Poutine. L'histoire du plus gros pot-de-vin du monde* ».

Comme Staline avait promis en 1930 de « *détruire les koulaks* » (riches paysans), Poutine a annoncé qu'il allait « *détruire les oligarques* ». Restent les oligarques d'Etat, Poutine et sa bande, intouchables, ceux-là. Ils possèdent de luxueuses résidences, des palais, des maisons de campagne, des yachts, des vignobles, en Russie et à l'étranger. Ils ne détiennent évidemment pas ces possessions et leurs comptes en banque à leurs noms propres. Poutine a décrété qu'il serait dorénavant interdit de divulguer des informations sur les propriétés des biens.

Un entrepreneur sur six aurait été poursuivi, et des milliers d'entre eux ont été jetés en prison, victimes de charges inventées de toutes pièces et de procès truqués. Mikhaïl Khodorkovski lui-même s'est fait déposséder de ses biens et a été incarcéré pendant dix ans.

Le pillage de Ioukos a permis à Poutine et à ses proches d'en tirer un butin conséquent. Des milliards de dollars ont été détournés sur les profits de Rosneft par le Kremlin. Non seulement ils ont détruit la compagnie pétrolière, mais également l'organisation la Fondation La Russie Ouverte, y compris l'orphelinat.

Avant d'être jeté en prison, Mikhaïl Khodorkovski avait évoqué publiquement en 2003 l'affaire de l'entreprise d'extraction pétrolière Severnaya Neft, vendue aux enchères 200 millions de dollars, prix si élevé qu'aucun groupe pétrolier ne se porte acquéreur. Rosneft l'achète 600 millions de dollars. Les 400 millions de différence sont allés directement dans les poches de Poutine.

Parmi les innombrables exemples de pillages de sociétés, il y a eu la célèbre affaire Magnitiski. En 2007, la police – constituée de membres du FSB – perquisitionne les bureaux de la filiale russe de la société de fonds d'investissement et gestion d'actifs Hermitage Capital, présidée par l'Anglo-Américain Bill Browder. Elle confisque documents et ordinateurs sous le prétexte d'une enquête fiscale. Les hommes du FSB exigent un remboursement d'impôts fictifs de 230 millions de dollars. Quand l'avocat de la société, Sergueï Magnitiski porte plainte, il est arrêté et incarcéré. On veut l'obliger à témoigner contre Browder, il refuse. En 2009, il meurt en prison. Cette affaire montre que même les sociétés étrangères en Russie ne sont pas épargnées par les malversations du pouvoir.

Il est évident que de tels pillages commis durant deux décennies par la bande criminelle de Poutine engendre pour la communauté internationale une perte de confiance au point de dissuader les investissements en Russie.

Des sondages indépendants révèlent qu'aujourd'hui de nombreux Russes savent que le pouvoir est corrompu, que les autorités n'agissent pas pour le bien de la Russie et de ses habitants, mais pour leur enrichissement personnel. Le régime est de plus en plus désavoué, même par ses adeptes jusqu'alors.

## LA RUSSIE ET L'OCCIDENT

La majorité des Russes voient leur pays pacifique et bien-intentionné. Les bandits, les dangereux, les agresseurs sont les Occidentaux, ce que répète inlassablement le Kremlin.

Un texte législatif de 2005, renforcé en 2012, interdit toute ONG étrangère d'opérer en Russie.

La Russie est-elle européenne ? Géographiquement, si on situe la côte Est de l'Europe à l'Oural, 120 millions de Russes sur les 144 millions que compte le pays, habitent en Europe. Culturellement, la Russie se sent à la fois menacée et attirée par l'Europe de l'Ouest.

Poutine semble appréhender réellement que les missiles de l'OTAN déployés dans les pays de l'Est proches de la Russie, soient destinés à servir. Il semble avoir la conviction que l'Occident veut attaquer la Russie et s'emparer de ses ressources naturelles, d'où sa volonté de créer des Etats tampons autour de la Russie pour la protéger. Il a accru fortement les dépenses militaires au détriment de l'économie, de mesures sociales, de dépenses de santé, d'éducation.

Mais Poutine craint plus que tout le mécontentement du peuple russe. Il essaie de persuader le peuple russe de la dangerosité de l'Occident, voulant assurer sa continuité au pouvoir et détourner les critiques ciblant le système autocratique et les faiblesses économiques du pays. Dans un discours prononcé en 2007, il menace : « *l'ennemi est à nos portes* », « *ce n'est pas le moment de songer à la démocratie* ». Il évoque souvent les « *machinations de l'Ouest* », il affirme que « *la Russie est entourée d'ennemis étrangers, menés par les forces de l'OTAN* », que l'Occident déteste la Russie et veut la détruire. L'Occident est le bouc émissaire de tous les maux de la Russie. Poutine va jusqu'à accuser les Etats-Unis d'être responsables de la fin de l'Union soviétique en 1991. Il l'accuse, ainsi que l'Europe, d'encourager les mouvements antirusse des anciennes républiques de l'Union soviétique.

Les médias d'Etat russes présentent les États-Unis comme un pays rongé par les problèmes raciaux, risquant la guerre ethnique ; et l'Europe comme un pays miné par l'homosexualité. Quant aux sites de médias russes non officiels, ils seraient des outils de l'Ouest.

Selon le Kremlin, libertés et démocratie des Occidentaux seraient de la

décadence, l'Ouest serait en déclin moral et social, tandis que répression et autocratie protégeraient les Russes, leur donneraient la fierté patriotique d'un pouvoir fort ; les Russes devraient remercier Poutine de vivre dans un pays stable, doté de hautes valeurs morales en comparaison aux valeurs décadentes de l'Occident.

En 2013, Poutine donne des directives pour que les livres scolaires d'histoire précisent que la Russie a besoin d'un pouvoir fort pour protéger la nation des pays ennemis.

La détestation de l'Occident (Amérique, Europe de l'Ouest), le rejet de ses valeurs (liberté, démocratie, libre marché, transparence, ouverture) vont de pair avec la valorisation de la Russie. En faisant croire aux Russes que l'Occident les déteste, que l'Occident est russophobe, qu'il veut les anéantir, prendre leurs richesses, Poutine les exhorte à s'unir pour mieux combattre cet Occident décadent et menaçant, également voire essentiellement, pour détourner leur attention des problèmes intérieurs et de la situation économique du pays. Et continuer à être Président.

Mais le peuple russe se méfie beaucoup plus de Pékin et du risque chinois que de Paris ou de Berlin. Poutine ne va pas éternellement pouvoir continuer à pointer l'Occident comme bouc émissaire pour conforter et renforcer son image. Par ailleurs, Pékin ne se querellera jamais avec l'Occident afin de se ranger avec la Russie, la Chine a beaucoup trop d'intérêts économiques en jeu avec l'Ouest. Poutine semble commettre une grossière erreur de calcul géopolitique.

Les sanctions occidentales contre la belligérance russe doivent être adaptées, bien ciblées, bien choisies. Sinon, elles risquent d'avoir un effet contre-productif, de jouer en faveur du gouvernement russe et contre l'Occident. Si elles humilient les Russes, elles peuvent les retourner contre l'Occident, entraîner la haine contre l'Occident. C'est le *régime*, les *autorités* russes qu'il convient de punir, non les *citoyens*, le *peuple* russe. Il est essentiel que les sanctions ciblent *explicitement* la machine d'État, avec une intention clairement exprimée.

## ... ET L'UKRAINE

En 2005, Poutine regrette publiquement, amèrement, la dissolution de l'URSS. Il la qualifie comme étant « *la plus grande catastrophe géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle* », regrettant que « *des dizaines de millions de nos compatriotes sont condamnés à vivre au-delà des frontières de la Mère patrie* ».

L'invasion de l'Ukraine était prévisible. En 2021, Poutine écrit que « *Les Russes et les Ukrainiens sont un seul peuple* », que leur séparation est « *un grand malheur et une tragédie* » qui sont « *le résultat d'efforts délibérés par ces forces qui ont toujours cherché à saper notre unité* ». Il affirme que le gouvernement ukrainien n'est qu'« *outil aux mains de l'étranger* », outil pouvant faire la guerre à la Russie. Cette même année 2021, le Kremlin déploie massivement des forces militaires aux frontières de l'Ukraine. L'annexion de la Crimée n'était qu'une étape avant l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Les Russes sont peu motivés pour aller se battre en Ukraine. Ils n'ont pas envie de combattre une même nation slave. Sur les 144 millions d'habitants que compte la Russie, 30 millions vivent au sein de familles composées russes/ukrainiennes ; et les Russes peuvent voir les atrocités commises en Ukraine.

À la Seconde Guerre mondiale, des autorités ukrainiennes souhaitant l'indépendance, ont voulu collaborer avec les nazis pour qu'ils les aident à combattre la domination soviétique. Il est tout à fait abusif de la part de Poutine de s'appuyer sur ce fait pour traiter, 80 ans après, les Ukrainiens de nazis.

## ESPOIR D'UN AVENIR MEILLEUR

La chute du prix des hydrocarbures en 2014 entraîne la Russie dans la récession. Poutine y répond en annexant la Crimée, habile manœuvre dans le but de le faire remonter dans les sondages. Mais qui entraîne des sanctions de l'Occident, lesquelles pénalisent l'économie russe.

Le PIB de la Russie est très bas (1 800 milliards de dollars) comparé à celui des Etats-Unis (25 000 mds). Il est inférieur à ceux de l'Allemagne (4 000 mds), du Royaume-Uni et de la France (3 000 mds), et même de l'Italie (2 000 mds).

La Russie connaît une importante fuite de cerveaux, surtout depuis les années 2000, des personnes qualifiées qui estiment qu'elles n'auront pas leurs chances en restant au pays. Elles préfèrent s'installer dans un pays plus sûr, où elles auront un meilleur salaire, de meilleures conditions d'études, l'éducation y étant mieux budgétisée ; un pays où règnent les libertés de pensée et d'entreprendre.

Des chiffres officiels révèlent que 4,5 millions d'habitants ont quitté la Russie dans les deux décennies qui ont suivi la chute de l'Union soviétique.

De nombreux Russes âgés sont fatalistes : « *there is nothing we can do about it* ». Des années d'oppression ont conditionné le peuple à se taire, à croire que l'individu est impuissant devant l'omnipotente machine étatique.

*Ce n'est plus acceptable*, proteste Mikhaïl Khodorkovski. Il est temps d'en finir avec cette mentalité d'homme soumis. L'État doit pouvoir être contesté, il est plus que temps. L'espoir, la soif de liberté, le désir de démocratie doivent enfin l'emporter et remplacer le fatalisme ambiant. *Open Russia*, le mouvement lancé en 2014 par l'auteur en exil, s'efforce d'y contribuer.

Il y a un urgent besoin d'une nouvelle administration, de nouveaux politiciens, de nouveaux responsables ; d'une éducation encourageant l'esprit ouvert et critique. « Poutine n'est pas la Russie et la Russie n'est pas Poutine ».

À juste raison, la nouvelle génération, déterminée, à l'esprit ouvert, peut inquiéter Poutine et sa bande. Cette génération de jeunes Russes nés après la fin de l'Union soviétique, n'a connu que l'ère de Poutine. Les sondages montrent qu'ils ont peu confiance dans le régime et qu'ils rejettent la diabolisation des libertés, de l'homosexualité.

Poutine a neutralisé, muselé la presse écrite, la radio, la télé, il a restreint Facebook et Twitter, fermé des sites basés en Russie. Mais il ne peut lutter contre les sites qui émettent des informations à partir de pays comme la Lettonie ou la Lituanie.

Il y a deux populations en Russie : la « TV population », la majorité qui croit en la propagande russe, et l' « Internet population », une minorité croissante qui garde l'esprit critique ; parmi eux, ceux qui organisèrent des manifestations contre la guerre en Ukraine.

Des familles sont déchirées entre les pro-Poutine (souvent les parents, plus âgés) et les contestataires (souvent les jeunes, à l'esprit indépendant).

Mikhaïl Khodorkovski est convaincu que, tôt ou tard, le peuple russe bâtira une vraie démocratie, c'est une question de *changement de mentalité*. À l'exception des années 1990 (Gorbatchev, Eltsine), les Russes sont habitués à un pouvoir dictatorial sévère mais sous lequel ils se sentent protégés. Il s'agit de changer cette « mentalité d'esclave » en une mentalité critique, ayant soif de liberté, de démocratie et de prospérité.

L'auteur est convaincu que Poutine sera le dernier de la lignée des dictateurs russes. Les abus du pouvoir ne peuvent plus être cachés comme auparavant, les peuples russes et de l'étranger en sont informés. Il aspire à ce que la Russie devienne *un pays normal*.

# VLADIMIR POUTINE

## Biographie express



Il est né en 1952 à Léninegrad, appelée Saint-Pétersbourg depuis 1991. Ses parents sont ouvriers, ils travaillent à l'usine ferroviaire de Léninegrad. Son père a été soldat de l'Armée rouge (force militaire de l'URSS jusqu'en 1991). Ils ont eu trois enfants. Avant la naissance de Vladimir, ils ont eu deux fils, décédés en bas âge.

Très sportif, il pratique tôt les arts martiaux (judo, sambo). Il aime jouer au tennis, faire du ski alpin, il pratique l'équitation et la natation.

Enfant, Vladimir Poutine n'a qu'un seul poster dans sa chambre, un portrait de Félix Dzerzhinski, qui fonda et dirigea la Tcheka, la police politique, police secrète d'État. Dès l'âge de 16 ans, il essaie, sans succès, de se faire embaucher au KGB.

Il suit des études de droit à l'université de Léninegrad.

Après ses études universitaires et une formation à l'Institut du KGB à Léninegrad, il entre au service territorial pour la ville de Léninegrad et sa région. Il y travaille d'abord comme subalterne, puis comme officier chargé en particulier de la lutte de la police politique contre les dissidents.

Il se marie en 1983 (à 31 ans) avec Lioudmila Chkrebneva, hôtesse de l'air, née en 1958 dans une famille d'ouvriers. Ils auront deux filles, Maria (née en 1985) et Katerina (née en 1986). Ils divorcent en 2013. Poutine a des petits-enfants.

Commandant en 1984, il suit une formation à l'Institut du KGB de Moscou, en principe pour devenir espion. À partir d'août 1985, il travaille à Dresde en

République démocratique allemande (RDA), officiellement comme employé consulaire, en fait pour recruter des espions. Il cherche à contraindre un professeur de médecine à lui donner accès à une étude sur des poisons mortels qui ne laissent presque aucune trace, en le faisant chanter avec des éléments pornographiques.

Il est rappelé en Russie en février 1990, dans le contexte de la réunification allemande ; les installations du KGB en RDA sont démantelées.

Poutine parle couramment l'allemand, ayant habité et travaillé plusieurs années en RDA, mais il maîtrise très peu l'anglais.

Lieutenant-colonel, Poutine retourne à Léninegrad pour y reprendre son service opérationnel dans la direction locale du KGB.

En 1991, le maire de Léninegrad invite Poutine à devenir son conseiller aux affaires internationales. Poutine accepte, tout en gardant son poste au KGB. De 1992 à 1996, Poutine, maire adjoint, est l'une des personnalités les plus influentes de la politique municipale de Saint-Pétersbourg. En 1995, le maire le nomme président de la section locale du parti du Premier ministre.

En 1996, il est nommé à Moscou adjoint du directeur du Département de l'administration des propriétés présidentielles.

En 1998, il est nommé vice-directeur de l'administration présidentielle chargé de la gestion des relations avec les régions, et la même année, directeur du FSB (qui a succédé au KGB), poste qu'il occupe un peu plus d'un an, jusqu'à sa nomination en août 1999 par Boris Eltsine à la fonction de président du gouvernement.

Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine démissionne et confie la présidence par intérim de la fédération de Russie à Poutine, qui remporte l'élection présidentielle de 2000.

# MIKHAÏL KHODORKOVSKI

## Biographie express



Mikhaïl Khodorkovski est né en 1963 à Moscou. Ses parents sont ingénieurs chimistes dans une usine de Moscou. Lui-même étudie la chimie. Il apprécie la musique pop de l'Ouest, musique méprisée sous Brejnev sous prétexte qu'elle était porteuse de valeurs capitalistes risquant de corrompre la jeunesse.

Dans les années 1980 de sa jeunesse, il découvre l'Occident, « un monde de liberté, d'énergie, de couleur ». Il adore la musique, le franc-parler, l'indépendance d'esprit de ce monde libre, les opposés de ce qu'il connaît dans son pays où tout est régenté et sous contrôle.

En 1986, il milite activement au sein du Komsomol (les jeunesses communistes), dont il est secrétaire adjoint.

En 1987, Gorbatchev annonce que les universités pourront désormais gagner un revenu en échange de leurs services. Khodorkovski et des copains créent un centre (Menatep) de conseil aux entreprises d'État et de vente d'ordinateurs et logiciels. À la fin des années 1980, Menatep emploie 150 personnes.

En 1988, Gorbatchev annonce que les banques privées vont être autorisées (pour stimuler une économie moribonde). Grâce à l'argent amassé par Menatep, Khodorkovski crée une banque indépendante, qui sera appelée Menatep Bank.

Dans les années 1990, il est conseiller auprès du Premier ministre, puis vice-ministre du Pétrole et de l'Énergie.

En 1995, lors de la privatisation d'entreprises russes (par distribution de parts aux habitants), Khodorkovski achète 33 % des actions du groupe pétrolier Ioukos. Ioukos avait alors une dette de plus de 3 milliards de dollars. Khodorkovski réussit à redresser les comptes de la société et à en faire un fleuron de l'industrie des hydrocarbures. Il procède à de nombreux

licenciements, réprime l'ivresse au travail, lutte contre toute corruption et malversation. La devise du groupe est « Honnêteté, Ouverture, Responsabilité ».

En 2004, la valeur de Ioukos est estimée à 27 milliards de dollars, soit une multiplication par 75 par rapport au prix d'achat. À la tête de Ioukos, il est en 2003 l'homme le plus riche de Russie. Il a de fréquents entretiens avec Poutine.

En 2001, il crée la fondation Open Russia, La Russie ouverte, qui priorise l'éducation des jeunes, souhaitant développer leur esprit critique et leur donner envie d'aller de l'avant. Plein d'optimisme, il ambitionne que cette organisation puisse contribuer à un changement de société de son pays. Via Open Russia, est fondé un orphelinat, géré par les parents de Khodorkovski, avec pensionnat, centre de soins, salle de sport et piscine. Les enfants y reçoivent une éducation qui vise à les aider à penser par eux-mêmes.

Lors d'une rencontre au Kremlin en février 2003, Khodorkovski s'oppose au président et dénonce la corruption du régime. Peu de temps après cet échange diffusé à la télévision russe, il est emprisonné puis interné dans un camp de travail en Sibérie de 2003 à 2013. Son camp est situé à près de 5 000 km de Moscou, ce qui est illégal ; la loi russe prescrit que les prisonniers doivent être internés dans un camp aussi proche que possible de leur lieu d'origine. Il y a près de 800 centres de détention en Russie.

Poutine désapprouve le partenariat de Ioukos avec les Américains et l'idéologie pro-occidentale de démocratie libérale vigoureusement défendue par Khodorkovski. Écraser Ioukos, c'est combattre l'influence occidentale. L'associé principal de Khodorkovski, le chef de sécurité et le directeur général de Ioukos, ainsi que plusieurs employés du groupe sont jetés en prison. Les avocats, dénonçant des charges inventées de toutes pièces (vol, fraude, évasion fiscale), sont menacés par le FSB. Finalement, Ioukos sera absorbé par la compagnie pétrolière d'État Rosneft. Écraser Ioukos rapporte un gros butin au Kremlin.

En 2017, la fondation La Russie Ouverte est qualifiée d'organisation « indésirable » par les autorités russes, ce qui revient en fait à l'interdire.

À sa libération, Khodorkovski est expulsé en Occident. Il vit d'abord en Suisse, puis au Royaume-Uni, à Londres depuis 2015.

Il continue de militer activement au sein d'Open Russia. Cette organisation promeut un changement de régime faisant place à une vraie démocratie. Elle

défend des élections libres et justes, le respect des droits humains, le respect de la loi, l'indépendance des médias.

En écrivant ce livre, Khodorkovski entend dénoncer les pratiques du régime russe, les dommages causés par vingt années de pouvoir de Poutine sur la Russie et sur les relations Est/Ouest.

Il est l'auteur d'un second livre *How Do You Slay a Dragon ? (Comment tue-t-on un dragon ?)*, sous-titré *A Manual for Start-Up Revolutionaries (Un manuel pour les révolutionnaires des start-ups)*, publié en Russie. Il a été traduit en anglais par Stephen Dalziel et peut être lu et téléchargé ici : <https://dragonbook.khodorkovsky.com/en/>.